46° R
3° 9225

que sais-je ?

LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE

DANIEL L. SEILER

le point des connaissances actuelles

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

2109494 32

QUE SAIS-JE ?

Les partis politiques en Europe

DANIEL-L. SEILER
Professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux
Université Montesquieu

Troisième édition refondue
19e mille

16 R
39224

DU MÊME AUTEUR

Les partis autonomistes, dans la même collection.
Partis et familles politiques, 1980, coll. « Thémis ».

Chez d'autres éditeurs :

Idéologies et citoyens, Bruxelles, Vie ouvrière, 1970 (avec J. RAES).
Le déclin du cléricalisme, Bruxelles, IBSP, 1975.
La politique comparée, Paris, A. Colin, 1982.
Comportement politique comparé, Paris, Economica, 1985.
De la comparaison des partis politiques, Paris, Economica, 1986.
Les partis politiques, Paris, A. Colin, 1993.
La politique comparée en questions, Bordeaux, Editions LCF, 1994.

DL- 08 02 1996 05786

ISBN 2 13 047318 0

Dépôt légal — 1re édition : 1978
3e édition refondue : 1996, janvier

© Presses Universitaires de France, 1978
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

INTRODUCTION

Deux constatations s'imposent à l'observateur soucieux d'analyser le phénomène partisan : son inéluctabilité et son caractère européen dominant.

Le fait s'avère désormais acquis : les partis politiques constituent le véhicule obligé de la démocratie. Le pluralisme des partis et leur compétition pour le pouvoir, à travers le processus électoral, sont le pain quotidien de la démocratie libérale.

Qu'on s'en loue ou qu'on le déplore, la vie politique ne se conçoit plus sans partis politiques, certains auteurs italiens qualifièrent même cette situation de *partitocrazia* et le général de Gaulle n'évoquait-il pas avec mépris le « régime des partis » ? Vainement, le législateur tenta d'en neutraliser les effets par les procédures du référendum et de l'élection directe du président de la République. Mais on peut prétendre aujourd'hui que le système de partis se porte mieux qu'en 1958, époque où seul le PCF constituait un parti bien organisé. L'Autriche, la Finlande et l'Irlande, trois pays où le Président est élu au suffrage universel direct, vivent une situation semblable et sont dotés de partis forts et structurés. Même la Suisse, terre d'élection du référendum et de la démocratie directe, ne fait pas exception à la règle : le Parlement fédéral n'y compte pas moins de quatorze partis, médiateurs privilégiés de la volonté politique des citoyens.

La seconde constatation est que, si l'existence des partis constitue un phénomène presque planétaire, la vieille Europe n'en reste pas moins leur lieu privilégié. Si l'on s'en tient aux démocraties occidentales, on constate que les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie possèdent en fait deux partis — dont l'un est une fédération

pour ce dernier pays — qui se ressemblent assez. Le Canada représente une exception avec quatre partis.

Semblable diversité s'explique par l'histoire du vieux continent, riche en conflits et luttes de factions. Chacun de ces Etats est porteur d'une culture politique complexe, sorte de mémoire collective qui conserve présente la trace des affrontements du passé. Pourtant ces cultures politiques n'apparaissent pas comme une collection de phénomènes uniques. En effet on constate des analogies : tant le conflit de classes que la querelle Eglise/Etat provoquèrent des effets fort semblables dans les pays catholiques, l'influence des luttes paysannes se fit sentir de manière pareille dans les Pays scandinaves ou dans l'Europe du Centre-Est.

La science politique trouvera ainsi en Europe un terrain privilégié pour l'étude des partis politiques. L'élection du Parlement européen au suffrage universel, renforce encore ce caractère de laboratoire politique. En effet, pour la première fois dans l'histoire, le phénomène électoral dépasse les étroites limites de l'Etat-nation. Un « Marché commun des partis politiques » verra-t-il le jour ? Le Parlement européen élu continue à refléter, malgré des scrutins successifs, l'intrication des situations nationales. Malgré les indéniables analogies que présentent les systèmes de partis, comment les partis et les citoyens surmonteront-ils les différences de culture politique ? Que représente la démocratie chrétienne pour un Anglais ou un Irlandais ? Et le conservatisme pour un Belge ou un Français, si ce n'est une étiquette péjorative dont personne ne veut et dont chacun affuble l'adversaire ? Sans évoquer le gaullisme ou d'autres réalités nationales comme le populisme irlandais ou le nationalisme basque. Certes, nombre de partis disposent d'un passé « internationaliste » et s'implantèrent dans toute l'Europe. Mais ils subirent des évolutions souvent divergentes. Et par-delà la similitude des étiquettes la réalité diffère-t-elle ? Le fait d'appartenir à la même Internationale noue-t-il des liens suffisamment étroits entre le PS et le SPD ?

Qu'offre la science politique au citoyen soucieux d'un guide lui permettant de s'y retrouver dans le maquis des partis politiques en Europe ? Fort peu de choses en vérité. Les questions posées ci-dessus demeureront sans réponse, surtout s'il ne lit point l'anglais.

C'est ce vide que ce modeste ouvrage entend combler. L'étude s'articulera en deux parties d'inégale longueur. La première partie consiste à établir une typologie des partis politiques, classés par famille et couvrant toute l'Europe occidentale. La seconde partie, de loin la plus brève mais la plus prospective traitera des pays d'Europe centrale qui, sortis du « socialisme réel » ont entrepris de renouer avec leur tradition occidentale pour construire des démocraties libérales. Ces Etats dont la vocation est d'adhérer à l'Europe communautaire forment une entente, le groupe de Višegrad.

PREMIÈRE PARTIE

LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE

Un bref survol de la littérature consacrée aux partis politiques révèle que les typologies de partis se fondent sur l'un des trois critères suivants : l'étiquette, l'idéologie ou l'organisation.

Certains chercheurs continuent à prendre pour acquis que le mot libéral revêt la même acception en Scandinavie (où il recouvre les partis parmi les plus religieux) et en Italie (où il désigne un parti anticlérical). De même pensent-ils que le terme « démocratie chrétienne » est universel, alors que, par exemple, il désigne la droite en Allemagne, le centre en Italie et la gauche catholique et syndicale en Belgique.

D'autres chercheurs, plus avisés, tentent de ranger les partis sur l'axe idéologique, symbolisé par le continuum droite-gauche. L'opération s'avère facile dans le cas de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne ou du Portugal ; mais qu'en est-il de la Belgique, de l'Italie ou des Pays-Bas ? Où situer la démocratie chrétienne ? Au centre, répondront les tenants de l'axe droite-gauche. Mais la DC italienne et ses nombreuses tendances s'étalant de la droite conservatrice à la gauche syndicale se situe-t-elle réellement au centre ? Oui par son programme, qui lui permet d'être le pivot de toutes les combinaisons gouvernementales. Non par sa base électorale et ses militants car le programme centriste de la *Democrazia Cristiana* résulte

en fait d'un laborieux compromis entre hommes de droite, du centre et de gauche. Son éclatement entre le « pôle » progressiste et celui des libertés en atteste. La situation est pareille en Belgique et un catholique de gauche qui militerait au PS s'il vivait à Lille, ira militer à l'aile gauche de la démocratie chrétienne parce qu'il habite Mouscron (ville belge pourtant dans la mouvance socio-économique de la métropole du Nord, dont elle n'est distante que de quelques kilomètres). Les mêmes problèmes se posent en ce qui concerne les militants des partis nationalistes basques ou écossais, ou des partis régionalistes. Eux aussi rassemblent autour d'une cause spécifique, bourgeois, paysans et prolétaires, hommes de droite, du centre et de gauche. Et le gaullisme est-il réellement réductible à la droite, même « bonapartiste » ?

Le critère de l'organisation, proposé par Maurice Duverger, s'affirme le plus pertinent des trois. Toutefois il n'embrasse qu'un fragment du phénomène partisan. En effet, l'évolution des organisations politiques révèle aujourd'hui que la catégorie « partis de masse » comprend non seulement les partis communistes et sociaux-démocrates, mais encore la démocratie chrétienne, les régionalistes et les agrariens. De plus était-il raisonnable de dénier aux conservateurs britanniques le titre de « parti de masse » alors qu'ils comptent plusieurs millions de membres et connaissent une activité militante ? Aujourd'hui les politistes tendent à se rallier à des catégories comme « parti attrape-tout » ou « parti d'électeurs » qui embrassent l'écrasante majorité des partis politiques actuels, à l'exception des communistes — parti de masse — et de certaines formations archaïques de la droite classique restées fidèles au modèle des « partis de cadres ».

Ainsi constate-t-on que les approches traditionnelles du fait partisan se sont désintéressées de la sociologie comparée des systèmes politiques. Leur seul apport positif concerne le fonctionnement et l'organisation des partis. C'est plus récemment que l'on vit naître des typologies de partis fondées sur la genèse de ceux-ci. Il est intéressant

de noter que c'est d'Europe, et non des Etats-Unis, que nous vint la contribution la plus fondamentale à une analyse diachronique des partis politiques. Citons, en Grande-Bretagne, les travaux de Jean Blondel, Richard Rose et Derek Urwin ; de Stein Rokkan et Henryk Valen en Norvège ; Otto Kirchheimer en Allemagne et en France de Maurice Duverger, Georges Lavau, et Jean Charlot.

C'est dans cette ligne que s'insère la présente typologie. Les partis seront abordés diachroniquement en fonction des clivages historiques qu'ils expriment et synchroniquement en fonction de la structure de leur électorat. Le paradigme des quatre clivages fondamentaux, présenté en 1967 par Stein Rokkan et perfectionné par nos soins, servira de trame à l'analyse[1].

1. Voir bibliographie.

Chapitre I

LA GENÈSE DES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE

Nous aborderons, conformément au schéma adopté, la problématique de l'origine des partis politiques. Nous esquisserons ensuite les grandes lignes du schéma théorique de Stein Rokkan, pour enfin établir une typologie génétique des familles de partis en Europe de l'Ouest.

I. — Position du problème

Il y a maintes façons d'aborder l'origine des partis politiques. Lapalombara et Weiner en distinguent trois : une approche institutionaliste, une approche de type historique et conflictuelle et une approche dite du développement politique. Nous y ajoutons une quatrième : l'approche fonctionnaliste. La première, qui est celle de Duverger, lie l'origine des partis aux développements de la vie parlementaire et met l'accent sur leur étude en termes d'organisation. La deuxième approche fait du concept de crise l'origine des partis et risque souvent de privilégier le factuel et l'événementiel. Quant à celle du développement, elle explique l'émergence des partis par le concept fourre-tout de modernisation ; plus intéressante que les précédentes, cette approche introduit, dans l'explication, la base sociale et économique ; toutefois, l'application de cette théorie conduit à envisager l'évolution comme un processus linéaire ou, au moins, par paliers. L'approche fonctionnaliste enfin s'interroge sur la fonction sociétaire assumée par les partis politiques, une fonc-

fragment de l'ancien parti ouvrier unifié — PZPR — et met en avant ses éléments les plus réformistes, Kwasniewski ou Oleksy. Tel n'est pas le cas du Parti communiste tchèque — KSC — qui historiquement plus fort, a conservé une structure plus rigide et imperméable au changement. Ce qui ne l'empêcha nullement d'obtenir d'aussi bons scores que ses partis frères ripolinés, c'est-à-dire plus de 10 % des votes exprimés. En Slovaquie, l'Alliance de la gauche tout en comprenant une majorité de cadres de l'Ancien Régime est dirigée par des éléments réformateurs dont Petr Weiss.

Tous les Etats d'Europe centrale comptaient des partis sociaux-démocrates et, depuis 1920, des partis communistes. Les pays et régions qui firent partie de l'Autriche-Hongrie avaient une social-démocratie aussi vénérable que celle qui existe en Europe de l'Ouest. Apporté dans les fourgons de l'Armée soviétique, le pouvoir communiste développa un appareil de parti qui ne s'apparente en rien à ce que nous avons défini sous le nom de phénomène partisan. Il faut néanmoins ménager une place toute particulière au communisme tchécoslovaque ; première formation politique du pays — plus de 40 % des votes après la guerre — son cas s'apparente à une catégorie prévue par Max Weber et analysée par Raymond Aron : le parti monopoliste, qui change de nature une fois arrivé au pouvoir, en éliminant ses rivaux. Que le pouvoir lui ait été octroyé par la puissance tutélaire ou qu'il l'ait conquis, le Parti communiste s'empressa d'absorber la social-démocratie, même s'il s'accommodait d'alliés démocrates-chrétiens ou autres dûment domestiqués. « Le » parti ne pouvait de toute évidence accepter que quelque formation que ce fût lui disputa le statut de représentant légitime de la classe ouvrière. Ceux des chefs sociaux-démocrates qui acceptèrent de jouer le jeu, les Cyrankiewicz, Otto Grottewohl et autres Fierlinger, se virent récompensés pour leurs services, les autres subirent les coups d'une répression qui n'eut d'égale que celle qui frappa les communistes idéalistes ou simplement tombés en disgrâce, souvent pour des raisons de convenance tactique.

Les anciens partis communistes peuvent compter sur le réservoir de votes constitué de tous ceux qui bénéficiaient du régime précédent : du nomenklaturiste ou petit bureaucrate. Il est toujours susceptible de se grossir des déçus de la démocratie qui en viennent à regretter le régime antérieur. Sauf en Slovaquie et dans une moindre mesure en République tchèque, les ouvriers sont minoritaires dans leur électorat. En Pologne où les travailleurs votent national-catholique ou nationaliste, le SLD est aussi résolument attaché à la construction d'une économie de marché que les partis issus de Solidarité.

Il est vrai qu'il bénéficie de l'appui de nombreux entrepreneurs, anciens technocrates communistes restés à la tête de leurs entreprises et convertis aux charmes du capitalisme !

2. **Les partis démocrates.** — Ces partis sont issus des diverses formes de dissidences contre le communisme qui se réunirent ensuite afin de construire la démocratie et nombre d'entre eux ont disparu ou se sont fragmentés, leurs diverses composantes se reclassant selon d'autres axes de clivages. Il n'en demeure pas moins qu'un fossé sépare le PC tchèque — KSC — des formations issues de l'éclatement du forum civique. De même en Pologne le clivage apparaît généalogiquement entre partis postsolidarités d'une part, postcommunistes de l'autre. Dans ce dernier pays on assiste à une recomposition du camp démocrate, du moins de ses éléments non nationalistes avec la formation de l'UL, l'Union des libertés, regroupant l'Union démocratique — MM. Mazowiecki, Geremek et Kuron — et la Confédération libérale-démocrate. En Hongrie le MDF, Forum démocratique magyar est l'un des derniers partis démocrates de la transition.

Comme le forum civique de Vaclav Havel, Solidarité médiatisait la volonté politique de l'ensemble de la société civile ; comme lui, il se scindera sous l'action de tendances centrifuges, laissant un vide préjudiciable, mais à la différence qu'en Pologne ces diverses caractéristiques, le succès comme l'éparpillement des forces, se voient amplifiées. Cependant alors qu'en Tchécoslovaquie la genèse du Parti démocratique s'exprime par le rassemblement d'initiatives individuelles, en Pologne elle résulte de la convergence de forces collectives. Trois groupes rénovateurs se retrouvent dans les comités électoraux et les élus de *Solidarnosc* en 1988. Les cadres du syndicat-NSZZ, *Solidarnosc* d'abord, dont une partie, dont Lech Walesa, restent dans l'action syndicale et conservent leur liberté d'action face au gouvernement. *L'intelligentsia* catholique ensuite, elle, se forma au KIK et certains de ses membres — par exemple Mazowiecki — eurent une expérience parlementaire, acquise sous l'Ancien Régime dans les rangs du groupe *Znak*. L'intelligentsia non catholique, enfin, qui crut à l'origine en l'idéal communiste — le plus connu est l'historien Bronislaw Geremek, membre du PZPR de 1950 à 1968 — et qui rompit avec le parti lorsque la nature de ce dernier apparaît clairement. Les mesures antisémites, menées sous le couvert de l'antisionisme, ainsi que la participation de la Pologne à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, sont les temps forts de la rupture entre le PZPR et ses intelletuels. La fonda-

tion du KOR par Adam Michnik et Jacek Kuron en 1976, cristallisa ce courant. Lorsqu'ils tentaient encore d'infléchir de l'intérieur le cours du Parti communiste dans un sens libéral, ces « révisionnistes » coopéraient déjà avec les députés du groupe catholique *Znak* ; en 1977 le KOR se fond dans une organisation plus large, le KSS-KOR — Comité d'auto-défense sociale — qui concrétise la coopération entre les deux oppositions réformatrices, catholique et laïque. Outre ses trois courants fondateurs, le Comité politique *Solidarnosc* bénéficiait de l'appui du syndicat du même nom et de l'épiscopat. La lutte fratricide entre Lech Walesa et Tadeusz Mazowiecki lors des présidentielles de 1990 firent voler Solidarité en éclats. Les deux intelligentsias, catholique et agnostique se retrouvèrent pour soutenir ce dernier et formèrent ensuite l'Union démocratique. Tandis que les libéraux-démocrates furent créés par le successeur de Mazowiecki au poste de premier ministre : Bielecki. En fait ils entendaient soutenir Leszek Balcerowicz, ministre des Finances des deux premiers gouvernements démocratiques et père de la marche rapide vers le libéralisme économique ou « thérapie de choc ». Persuadé d'être le parti de l'intelligence, le KLD ne connut pas le succès électoral escompté par les « Golden boys de Gdansk » qui l'animaient. Début 1995 UD et KLD fusionnèrent enfin rejoints par Balcerowicz.

Le *Magyar Demokrata Forum,* forum démocratique hongrois, ne connut jamais la prospérité de Solidarnosc ou du forum civique tchèque de Vaclav Havel. Compte tenu de la structuration de la société civile en Hongrie, marquée par le clivage villes/campagnes, le MDF médiatisa surtout le monde rural ainsi que les villes petites et moyennes, image d'une Hongrie catholique et provinciale. Le MDF n'en remporta pas moins les élections de 1990 pour s'effondrer quatre ans plus tard, son avenir désormais compromis.

Le *Magyar Demokrata Forum* — MDF — est créé en septembre 1987 lors d'une réunion officieuse convoquée à l'initiative d'Imre Pozsgay, communiste rénovateur qui sera l'âme de la transition. Voulu comme un mouvement social visant à démocratiser le pays et non comme un parti, il entend rassembler les contestataires membres du parti avec les opposants qui acceptent de faire un bout de chemin avec eux. Avec la deuxième phase de la transition ouverte par l'arrivée au pouvoir des communistes réformateurs — Rezsö Nyers, Imre Pozsgay — à la direction du « Parti » et la constitution du gouvernement Németh, le forum, profitant de la loi de janvier 1989 instituant le multipartisme, saute le pas et devient un parti politique avec à sa tête Jozsef Antall. Le MDF compte trois courants. La première et principale tendance se définit comme « ligne nationale » et que d'autres désignent comme nationale catholique. Il s'agit

d'une tradition politique qui remonte au siècle passé et qui combine le nationalisme et l'attachement aux valeurs catholiques, combinaison que l'on retrouve en Slovaquie et en Pologne, mais aussi en Irlande et jadis au Québec. Le deuxième courant se veut libéral et regroupe les militants les plus attachés à l'idée d'un passage rapide à l'économie de marché, tout en n'étant pas exempt de préoccupations sociales. Le troisième courant, qualifié de populiste, s'inscrit également dans le sillage d'une ancienne tradition d'Europe centrale et orientale ; les *Narodniki* en Russie par exemple, une gauche rurale, à la fois idéaliste et intellectuelle, qui renvoit dos à dos capitalisme et socialisme au profit d'une utopie communautaire agrarienne.

II. — Le clivage portant sur la transition économique

Le rébus que les nouvelles démocraties doivent résoudre se pose en ces termes : comment bâtir une économie de marché, sans accumulation primitive du capital, sans capitalistes, sans véritables circuits de distribution et avec un appareil de production obsolète, dans un contexte financier international pour le moins morose, tout en limitant les coûts sociaux et humains qui, en tout état de cause, sont et seront élevés.

Face à cet inextricable casse-tête, un clivage très net apparaît et délimite clairement les optimistes qui croient que les équilibres du marché naîtront non seulement de la privatisation rapide et maximale des entreprises, mais aussi de la libération des prix, d'une part, et les minimalistes qui voient une transition plus longue où les privatisations précèdent la libération des prix et la convertibilité de la monnaie, le tout accompagné par l'Etat qui assumerait le rôle de garde-fou, spécialement dans le domaine social, de l'autre. En matière de transition, les premiers s'apparentent à l'utilitarisme benthamien et les seconds au colbertisme français, même si leurs discours, marqués par la fascination du débat économique occidental, se réfèrent votivement qui à Hayek ou au monétarisme, qui à la social-démocratie. N'en déplaisent aux tenants de ces deux doctrines, elles ne sont, ni l'une ni l'autre, conçues pour assurer le passage du « socialisme réel » à l'économie du marché et ne sont pas des panacées universelles ;

face à l'inédit de leurs situations nationales, les économistes d'Europe centrale auraient intérêt à innover, même s'ils cherchent quelque inspiration à l'Ouest.

Situation inédite s'il en est : il s'agit pour l'ancien bloc oriental, de parcourir — par le truchement de la décision politique et en un laps de temps somme toute restreint — un cheminement qui à l'Ouest dura plusieurs siècles, ce dans la famine, « le sang et les larmes ». Le seul exemple d'un passage rapide au capitalisme reste l'Angleterre, révolution ponctuée par l'abolition successive du système élisabéthain de protection sociale et des *Corn Laws*. Cependant, ces événements s'accomplirent durant près d'un demi-siècle et sous la poussée d'une véritable classe d'entrepreneurs capitalistes dont l'ordre ancien entravait le dynamisme. Cette classe bourgeoise avait pu prospérer initialement à l'ombre de l'Etat fort, créé par la reine Elisabeth, et son interventionnisme économique et colonial. Par ailleurs, le coût social dont l'Angleterre paya son développement économique paraît exorbitant aujourd'hui. Il est d'ailleurs impensable d'acquitter un tel tribut, qui impliquerait l'absence de démocratie politique, l'absence de voisins plus fortunés et la fermeture des frontières de l'UE aux potentiels réfugiés économiques : à peine démantelé, le rideau de fer renaîtrait sous la forme d'un mur de l'argent, plus imperméable encore.

1. **Les partis tenants d'une transition rapide : les maximalistes.** — Les maximalistes se sont rapidement organisés en partis politiques, très différents dans leur vision générale de l'ordre politique mais suivant une structure précise. Ils se présentent, en effet, à l'observateur en deux versions qui peuvent coexister, une variante *catch-all* et à vocation majoritaire et une variante « intellectuelle », électoralement plus faible. Les deux variantes partisanes cohabitent en République tchèque où elles entretiennent entre elles des rapports ambigus. Tandis qu'en Pologne seule existe la version « intellectuelle », mais son aura n'est en rien comparable à celle des partis équivalents hongrois et tchèque. Par contre, en Slovaquie catholique et nationaliste, l'enthousiasme pour l'édification du marché paraît moins grand et incapable de susciter un parti maximaliste. Ainsi l'ODS en Bohême et Moravie, flanqué de l'ODA, la FIDESZ en Hongrie, illustrent cette structure qui, incomplète en Pologne, se traduit dans la confédération libérale de Bielecki qui s'est fondue dans l'Union des libertés afin de faire pièce aux postcommunistes.

L'ODS, *Obcanska Demokraticka Strana* — Parti civique démocratique regroupe, lors de sa fondation en avril 1991, les majoritaires de *l'Obcansky forum* avec à leur tête Vaclav Klaus, le ministre des Finances qui incarne aux yeux des Tchèques la volonté d'agir dans le débat sur le rythme du passage à l'économie de marché. Le créneau du parti est clairement socio-économique, sa référence aux valeurs se limite aux droits de l'homme et à l'idéal démocratique européen, ce qui lui permet de ratisser large sans risquer de heurter les différentes convictions et sensibilités culturelles, morales ou religieuses.

Ce trait rapproche l'ODS du style des partis d'Europe continentale. Autre ressemblance avec l'Occident : le professionnalisme. Le parti est géré de manière moderne et efficace, sa propagande est centrée sur la personne de son leader Vaclav Klaus, son discours simple et dépourvu d'ambiguïté, il conclut un accord avec une firme américaine de *consulting* politique lors des élections de 1992. Le discours du parti civique marie habilement les références à Maggie Thatcher avec celles au réalisme de Masaryk. Pour autant qu'on puisse en juger, le procédé paraît efficace : l'ODS est, depuis sa création, donné en tête par tous les sondages qui révèlent également que la popularité de V. Klaus ne se dément pas, en dépit de la manière utilitariste et expéditive dont il régla le contentieux avec la Slovaquie. Le profil des militants de l'ODS trahit un trait constant : ce sont des hommes nouveaux qui sous le régime précédent pratiquèrent le repli sur la sphère privée tout en assurant leur réussite professionnelle : Vaclav Klaus était ainsi l'un des plus brillants experts de l'Institut de prévision économique de Prague, son second Petr Cermak est médecin. Ils sont très représentatifs de l'attitude moyenne des Tchèques : hostiles au communisme sans aller jusqu'à la dissidence et résolument tournés vers l'Occident, en particulier vers la Communauté européenne.

Les maximalistes sont flanqués, sur leur aile intellectuelle, de partis, plus petits qu'eux, plus maximalistes encore ; ce sont respectivement la FIDESz et L'ODA. Ces formations sont à l'économie de marché, dans un contexte marqué par la planification centrale, ce que le PSU français des années 60 était au socialisme, dans un contexte capitaliste... L'ODA tchèque — l'Alliance civique démocratique — paraît la plus attachante, la *Fiatal Demokratak Szövetsége* (FIDESz) la plus originale.

Ce qui sépare l'ODA de sa grande rivale, l'ODS, tient d'une question de sensibilité : la nature « dissidente » de la première. Elle est en effet issue des cénacles qui, au sein de la dissidence, étudiaient l'économie de marché et le libéralisme économique à partir des ouvrages et théories qui prévalaient à l'Ouest. L'ODA est un parti d'idées, pour lequel le libéralisme constitue plus qu'une vision économique, une philosophie, la référence à Hayek étant explicite. Le ministre tchèque des privatisations, T. Jezek, était un proche de l'ermite du mont Pélerin, et pour l'ODA, l'attachement au marché relève de la

ferveur religieuse, tandis que pour la FIDESz hongroise elle ressortit à la passion iconoclaste. En effet, les brillants jeunes intellectuels qui la composent entendent rompre totalement avec le passé, qu'il soit communiste ou précommuniste et jettent allègrement par-dessus bord aussi bien le socialisme que les valeurs nationales et catholiques de la Hongrie de toujours, ceci dans une frénésie de changement et d'avant-gardisme moderniste. On pourrait, *mutatis mutandis* les qualifier de jeunes « anarcho-thatchériens » ou de jeunes « libertariens de gauche »... S'ils n'avaient entamé un virage conservateur causant la démission du leader Gábor Fodor. FIDESz et ODA comptent dans leurs rangs des individualités parmi les plus brillantes de la scène parlementaire en Hongrie, scènes parlementaires et gouvernementales dans la République tchèque.

2. **Les minimalistes ou partis sociaux.** — Dans l'effervescence causée par une transition où alternèrent l'enthousiasme délirant et la nostalgie de l'ordre ancien, les partis tenants d'une transition douce eurent du mal à percer. Ils s'autoproclament eux-mêmes sociaux-démocrates mais ne présentent aucun des caractères historiques, sociologiques ou morphologiques des partis ouvriers, ni *a fortiori* de la social-démocratie. Ceux qui y sont parvenus, telle l'Union travailliste en Pologne ont été étudiés au chapitre précédent. Il reste donc à traiter des « sociaux-démocrates » virtuels ou potentiels tchèques, slovènes et slovaques.

Des « partis d'idées » se revendiquant de la social-démocratie européenne se présentèrent avec un total insuccès aux élections démocratiques. En Hongrie et en République tchèque, il s'agissait des organisations « en exil » des anciens partis d'avant le communisme. Ailleurs c'étaient des intellectuels et des économistes soucieux de conduire le processus de transition vers l'économie de marché de façon progressive et considérant le modèle social-démocrate et l'économie mixte comme une voie raisonnable. Leur seul succès, au demeurant fort modeste, avait été le SDSS obtenant des sièges aux élections slovènes de 1990 à la faveur de la liste anticommuniste *Demos*. Ils confirmèrent leur implantation avec quatre sièges et un modeste 3,34 % aux législatives de 1992. En République tchèque l'éclatement du Forum civique libéra des énergies : Valtr Komarek, ancien vice-premier ministre de la « Révolution de velours » et ancien responsable de l'Institut de prévision économique de Prague, tenta de regrouper tous les minimalistes en reconstituant une sociale-démocratie le CSSD qui obtint 1,25 % des votes, tandis que son homologue slovaque, le SDSS conduit par Dubček en gagnait 6,09 ; tous deux en 1992.

Il est vrai que démocrates-chrétiens, populistes-paysans, nationaux-catholiques, et, en Bohême et en Slovaquie, les communistes ou postcommunistes, tentent également de capitaliser les déceptions des électeurs face à l'économie de marché.

III. — Conclusion

Les difficultés politiques et économiques inhérentes à la transition ont engendré bien des ressentiments et, partant, des clivages dans les pays du groupe de Višegrad. Important à l'aube de la démocratisation le clivage Etat/société civile connaît des fortunes diverses. Il a disparu en Slovénie tandis qu'en Slovaquie, la personnalité controversée de Vladimir Meciar qui polarise les partis en pour ou contre lui, a renversé le système des alliances. En République tchèque le forum civique du président Havel s'offrit le luxe d'éclater, les communistes se trouvant isolés dans l'opposition. En Hongrie le MDF, artisan, avec les socialistes, de la transition démocratique, battu aux élections de 1994 est dans l'opposition et condamné au réalignement. Son destin est probablement de reprendre le vieux flambeau populiste des mains du parti des petits propriétaires par trop archaïque. Si cela advenait, la Hongrie — qui, depuis Kadar et son « socialisme de la goulash », tient une longueur d'avance sur les autres « pays de l'Est » — devrait être traitée dans la première partie avec les partis des autres démocraties occidentales.

Par contre en Pologne, le retour au pouvoir des anciens communistes recyclés, même alliés aux populistes ambigus, a ravivé les oppositions. La césure entre héritiers de *Solidarnosc* reste bien présente. En dépit des œillades que leur lancent les leaders modernistes (opportunistes) de la « gauche démocratique » — Oleksy-Kwasniewski, les députés de l'Union travailliste restent sur leurs positions, tandis que les démocrates — centristes en matière économique — de l'UD retrouvent les « jusqu'aux boutistes » du marché — du KLD pour reconstituer un front anticommuniste, l'UL.

CONCLUSION

Le paysage offert par les systèmes de partis de cette périphérie interface que représente l'Europe du Centre-Est, selon l'expression de Jenö Szucs, se caractérise par ses contours encore bien indécis. Le processus d'émergence d'une constellation des conflits et clivages — au sens de Rokkan — stabilisée dans un véritable système de partis semble loin d'être achevée. Cette constatation doit néanmoins être nuancée car chaque pays n'a pas atteint le même niveau de décantation.

Néanmoins, là où existe un niveau de cristallisation suffisant pour rendre possible une analyse politologique minimale, c'est-à-dire en Hongrie, en Tchéco-Slovaquie et, dans une mesure moindre, en Pologne, on peut avancer les deux conclusions suivantes. Par rapport aux partis politiques d'Europe occidentale, région dont les quatre pays concernés constituèrent longtemps la périphérie, il y a rupture et continuité.

Rupture en ce sens que plus de quarante années de règne du parti-Etat communiste et d'économie à planification centrale ont bouleversé le paysage qu'offrait le système de partis. En ce sens, le communisme a tué la gauche ouvrière. Non seulement il a détruit la riche tradition sociale-démocrate qui existait en Tchécoslovaquie, ainsi que les social-démocraties hongroise et polonaise, mais encore il s'est totalement sabordé en tant que mouvement ouvrier porteur d'un projet politique. Seule la Pologne a vu naître, avec la démocratie populaire, un mouvement ouvrier qui s'est mobilisé *contre* l'Etat. La bourgeoisie dépossédée a vu disparaître les partis qui jadis médiatisaient sa volonté politique ; quant à celle qui se constitue, elle procède de la ci-devant *nomenklatura,* pour sa majo-

rité du moins. En revanche, des partis entièrement nouveaux se sont affirmés afin de faire face aux enjeux inédits qu'engendre une *transition* vers le modèle occidental — c'est son intention — mais on ne sait trop quand, ni par quels détours, elle va atteindre son objectif, ni même si elle va l'atteindre.

Continuité également et par-delà le régime de démocraties populaires. Certaines formes partisanes anciennes, comme le populisme communautaire et agraire des petits propriétaires hongrois ont survécu à la tourmente communiste et pas seulement à travers le parti reconstitué mais aussi au sein du Forum démocratique hongrois.

La démocratie chrétienne se maintient fort bien et améliore parfois ses positions par rapport à l'après-guerre et considérablement par rapport à l'entre-deux-guerres. Mais ce sont surtout la question nationale et les partis issus du clivage centre/périphérie qui occupent le devant de la scène politique. Cette situation colore le paysage partisan Centre-Est européen de tons très familiers aux historiens et qui nous ramènent dans un passé parfois lointain, et toujours sombre.

BIBLIOGRAPHIE

Avril (Pierre), *Essais sur les partis,* Paris, Payot, 1990.
Blondel (Jean), *Political Parties,* Londres, Wildwood House, 1978.
Borella (François), *Les partis politiques en Europe,* Paris, Seuil, 1983.
Bryce (James), *Les démocraties modernes,* Paris, Payot, 1924.
Charlot (Jean), *Les partis politiques,* Paris, A. Colin, 1971.
Daalder (Hans), Mair (Peter), *Western European Party System,* Londres, Sage, 1983.
Duverger (Maurice), *Les partis politiques,* Paris, A. Colin, 1976.
Donegani (Jean-Marie), Sadoun (Marc), *La démocratie imparfaite,* Paris, Gallimard, 1994.
Galli (Giorgio), *I partiti politici europei,* Milan, Mondadori, 1979.
Lawson (Kay), *The Comparative Study of Political Parties,* New York, St Martin Press, 1976.
Mair (Peter), *The West European Party-System,* Londres, Oxford Univ. Press, 1990.
Saint-Ouen (François), *Les partis politiques et l'Europe,* Paris, PUF, 1990.
Seiler (Daniel-Louis), *De la comparaison des partis politiques,* Paris, Economica, 1986.
Von Beyme (Klaus), *Political Parties in Western Democracies,* Aldershot, Gower, 1985.
Agh (Attila), *The Emergence of East Central European Parliaments,* Budapest, Hungarian Centre of Democracy Studies, 1994.
Müller-Rommel (Ferdinand) et al., *Small Parties in Western Europe,* Londres, Sage, 1991.
Caciagli (Mario) et al., *Christian Democracy in Europe,* Barcelone, ICPS, 1992.
Letamendia (Pierre), *La démocratie chrétienne,* Paris, PUF, 1993.
De Winter (Lieven) et al., *Non-State Wide Parties in Europe,* Barcelone, ICPS, 1994.
Seiler (Daniel-Louis), *Les partis autonomistes,* Paris, PUF, 1994.
Colomé (Gabriel) et al., *Socialist Parties in Europe,* Barcelone, ICPS, 1992.
Gotovitch (José) et al., *L'Europe des communistes,* Bruxelles, Complexe, 1992.
Morgan (Roger), Silvestri (Stefano), *Moderates and Conservatives in Western Europe,* Londres, Heinemann, 1982.
Urwin (Derek), *From Ploughshare to Ballotbox,* Oslo, University Press, 1990.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

PREMIÈRE PARTIE

LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE

Chapitre I — **La genèse des partis politiques en Europe** 11

I. Position du problème, 11 — II. Le paradigme des quatre clivages, 12 — III. Typologie des familles politiques en Europe, 13 — IV. Conclusion, 17.

Chapitre II — **La défense du salariat : les partis ouvriers et leurs alliés** 18

I. Les caractères communs, 19 — II. Typologie des partis ouvriers, 21 — III. Les partis alliés, 38.

Chapitre III — **La défense des possédants : les partis patrimoniaux** 40

I. Les caractères communs, 41 — II. Typologie des partis patrimoniaux, 43 — III. La droite protestataire, 50.

Chapitre IV — **Le clivage Eglise/Etat : les partis cléricaux et anticléricaux** 52

I. La démocratie chrétienne, 53 — II. Les partis anticléricaux, 63.

Chapitre V — **Le clivage centre/périphérie : les partis centralistes et stato-nationalistes** 65

I. Les traits distinctifs des centralistes, 65 — II. Les partis centralistes en Europe, 68 — III. Les centralismes extrêmes, 71.

Chapitre VI — **Les défenseurs des périphéries : les partis autonomistes** 74

I. Les traits distinctifs communs, 75 — II. Les types de partis, 77 — III. Conclusion, 83.